

SYNTHESE DU DEBAT : groupe du lundi 8 décembre 2003

**Question 3 : « Vers quelle égalité l'école doit elle tendre ? »**

L'école a jusqu'alors bien rempli sa mission et continue de le faire. La question est de savoir si l'on considère que 10% d'élèves en échec est un seuil acceptable ou si l'on veut dépasser cette barre. Il faut alors continuer à mettre les moyens nécessaires au passage de ce cap :

- Proposer par exemple des enseignements optionnels aux élèves en difficulté, comme il en est proposé aux « bons » élèves.
- Développer l'information vers les familles, et vers les élèves sur les orientations possibles, avec un panel large et en ne dévalorisant aucune. Si la formation en alternance peut être une solution elle est néanmoins très contrainte au territoire, aux entreprises. D'autre part comment est traité le choix de l'élève ?
- Former les enseignants aux techniques innovantes d'enseignement, leur donner une meilleure connaissance du monde professionnel.

La question de l'hétérogénéité des classes est primordiale pour éviter la concentration de difficulté et la constitution de ghettos. Dans ce sens la politique de la ville, l'urbanisme, le logement, sont des facteurs déterminants. La mixité est indispensable, l'école est d'ailleurs pour beaucoup le seul lieu de mixité sociale. Cela pose la question de la carte scolaire qui devrait permettre cette mixité.

Même si les enfants n'arrivent pas tous égaux à l'école, celle-ci doit pouvoir faire que la réussite de tous ne soit pas un mythe. Or la fonction évaluatrice de l'école produit des exclus.

- Le programme prime sur l'élève. Certes des programmes nationaux sont le garant d'une certaine équité, mais les individus doivent être pris en compte dans leurs diversités.
- Tous les élèves doivent pouvoir bénéficier d'un enseignement culturel de qualité, en leur évitant l'évaluation formative qui en découle.
- Toutes les disciplines devraient être traitées sur un pied d'égalité, avec un meilleur équilibre et la valorisation des matières artistiques, par l'école et par l'encadrement.
- Il faudrait sans doute réinventer les cycles et accentuer le travail en équipe.

La question du rôle éducatif de la famille est posée. L'éducation devrait être partagée et en tous cas certaines familles aidées. Pour que le partenariat famille/école se fasse il faut que la société sache qu'elle peut avoir confiance en son école (Les ministres affichent – ils une confiance dans l'école publique en y inscrivant leurs enfants ?) et que l'on cesse de lui attribuer tous les maux d'une société en mal de vivre, de stigmatiser son coût. L'école doit préparer un citoyen, un individu épanoui et critique, un être capable d'optimiser ses

**Débat national** : réunion du 8/12/2003. Synthèse des questions **12**

- 12 participants, enseignants de ZEP majoritairement.
- **Questions émergeant des échanges** : l'école répond-elle aux attentes des familles ? Existe-t-il des dérives sur le plan éducatif ?

Nécessité de re-définir sa place et les fondements de son identité.

L'école est-elle uniquement « pédagogique », « sociale » ? Quelle place lui donne les médias ?

- **Constat** : Le lien école/famille se fait quand les parents s'intéressent à ce qui se passe à l'école.

**En ZEP** : les parents ayant un passé douloureux avec l'école sont toujours fâchés avec elle. Les amener alors à percevoir l'école autrement. Une relation de confiance s'établit peu à peu mais demande du temps ⇒ intégrer ces parents à certaines activités comme l'accompagnement lors de sorties scolaires, piscine...

**Hors ZEP** : forte pression des parents « consommateurs », surtout à l'arrivée des enfants au CP. Ces familles devancent les demandes des enseignants (apprentissage de la lecture pendant les vacances, de certaines techniques opératoires, achat de fichiers...)

L'entrée au CP est quelquefois ressentie comme une rupture (⇒ importance de la liaison GS/CP).

Au fur et à mesure que les enfants montent dans les niveaux de classes, les parents sont moins demandeurs.

- **Devoirs du soir** : ils peuvent permettre un lien avec les familles.

### 2 cas

♦ nécessité d'un travail écrit pour faciliter la contrainte en

le contrôle de l'enseignant.

♦ Parents veulent voir grandir l'enfant et il n'y a plus de place pour le jeu.

personnelle.

♦ corrélation entre «pas de devoir le soir et pas de travail effectif dans la journée ».

♦ parents ne souhaitant pas cette

rentrant chez eux le soir.

♦ en ZEP : un travail simple et facile que

fera seul, lui donnera une satisfaction

Quelle aide apporter ? comment? nécessité d'un travail en partenariat élève/enseignant/animateur.

➤ définir ensemble les modalités de fonctionnement, dans un cadre autre que celui de l'école de préférence (centre social, bibliothèque afin de pouvoir associer travail et jeu ou loisir).

**Conclusion** : privilégier des relations courtoises avec les familles pour établir une communication réciproque dans l'intérêt de tous.

Ce groupe de réflexion a évoqué deux mondes très différents autour de l'école qui souhaite vivement la réussite de tous les élèves mais une inquiétude et une interrogation s'affichent sur l'avenir de l'école et particulièrement : quelle place pour l'école maternelle dans l'avenir ?

Nous travaillons avec des êtres en construction et la rentabilité n'a pas sa place ici.

### Compte rendu grand débat

groupe de 8 personnes – question n°18

Signe de la décentralisation, la mise en réseaux des écoles ouvre le débat. Il s'agirait d'un R.P.I., mais avec un coordonnateur de réseau et une mise en commun de moyens financiers

Aspects négatifs :

- suppression de postes d'enseignants
- intrusion potentielle des élus dans la pédagogie
- diviser pour mieux régner en cassant la force que représente l'Education nationale
- création de différences de moyens d'un réseau à l'autre

Aspects positifs :

- continuer à faire vivre les petites communes
- augmenter les moyens financiers, les moyens d'équipements, ...

Conclusion : Il faut se méfier de la décentralisation car il faut garder le caractère national des programmes et le statut de fonctionnaires de l'Etat. Par contre, on pourrait déconcentrer les moyens s'il s'agit d'aider l'Ecole et de l'améliorer. Il faut enfin garder la gestion départementale des personnels, facilitée par la proximité.

Question n°22 : Beaucoup de questions et pas le temps d'en débattre vraiment . Que penser de

- professeurs d'IUFM sans aucune pratique d'Ecole ?
- l'attribution des postes difficiles aux collègues débutants ?
- toute une carrière passée au même endroit ?
- faibles perspectives de carrière ?

Il faut donner plus de place au terrain en formation initiale, mais aussi en rendant la formation continue obligatoire (sur le temps de travail), en validant un diplôme de professeur après une année

passée sur le terrain, année pendant laquelle le titulaire pourrait faire autre chose (aller « voir ailleurs »), mais en restant titulaire du poste.